

L'Adresse—M. Gillies

Personne, encore moins le parti auquel j'appartiens, n'a intérêt à essayer de contrôler l'inflation en créant du chômage. Ce serait une politique stupide et moralement injustifiée; ce serait mauvais économiquement, mauvais socialement et mauvais politiquement. Cependant, cela ne signifie pas que le gouvernement doit carrément changer son fusil d'épaule dans sa lutte contre l'inflation, comme l'a fait le gouvernement actuel. Il a peur d'atténuer les demandes excessives dans l'économie et c'est pourquoi l'inflation persiste. Elle persistera au Canada cette année même si elle diminue dans d'autres pays, et ce à cause des politiques que suit le gouvernement. Il crée l'inflation; il faut une politique de gestion de la demande, sans quoi l'inflation s'ancrera davantage.

● (1230)

Avec un taux de 10 p. 100, il se peut fort bien que nous n'ayons pas de politique de gestion de la demande. Nous n'avons aucune politique de gestion de l'offre, aucune politique de gestion de la demande, aucune politique de taux de change, aucune politique monétaire et nous nous demandons pourquoi nous avons de l'inflation. Le gouvernement la crée et il continuera de le faire cette année à un taux semblable à celui de l'année dernière.

Mon dernier argument est que nous ne pouvons pas résoudre le problème d'inflation que connaît notre pays si nous n'essayons pas de nous rendre compte de la situation réelle du Canada et de son économie. Si l'on ne comprend pas la structure de l'économie dans laquelle nous évoluons, le problème est insoluble. Il importe de comprendre la réalité. Quelle est la réalité de l'économie canadienne à l'heure actuelle? Quelle est la première réalité? Nous devons nous attendre dans notre pays à d'énormes tendances inflationnistes. Quelqu'un croit-il réellement évoluer à l'heure actuelle dans une économie qui offre des perspectives normales? Pourquoi le prix de l'or est-il fixé à \$185? Pourquoi le prix des logements à Toronto augmente-t-il de 27 à 30 p. 100 par an? Notre économie fonctionne d'après des perspectives inflationnistes. Si l'on essaie d'appliquer au sein de cette économie des politiques basées sur la supposition que les perspectives sont normales, elles échoueront.

La première mesure que tout gouvernement doit prendre, c'est d'essayer de mettre un terme à ces perspectives inflationnistes. C'est impératif. Ce que nous avons entendu au cours des deux derniers jours ne nous laisse absolument aucun espoir dans ce sens. Quiconque lit le discours du trône devra admettre qu'il s'agit d'un programme qui augmentera l'inflation au lieu de la restreindre. Le premier ministre dit que c'est inévitable.

En second lieu, il est impératif de considérer les réalités de la structure de l'économie. Nous avons élaboré notre politique économique, comme l'ont fait les autres pays, depuis la fin de 1945, en fonction de la politique monétaire et fiscale et autres, en partant du principe que nous nous mouvons dans une économie vraiment compétitive, d'un genre compétitif courant. C'est la réaction que l'on peut attendre de ce programme; c'est la réaction que l'on peut attendre d'une économie compétitive. Nous n'avons plus cette économie depuis longtemps et nous ne l'avons pas actuellement. A une époque de tendance inflationniste où une grande partie des prix sont fixés non par le jeu de l'offre et de la demande, mais par une situation adminis-

[M. Gillies.]

trative, à quoi pouvons-nous nous attendre? Nous allons connaître des prix sans cesse en hausse qui sont gérés, qui ne jouent aucun rôle économique dans le système.

Quelqu'un ici croit-il vraiment que, cette année, une augmentation du prix des logements à Toronto de 27 p. 100 a entraîné une augmentation de l'offre des logis, chose qu'une augmentation de 5 p. 100 n'aurait pas faite? Peut-on croire que les bénéficiaires déclarés aujourd'hui par les entreprises sont nécessaires pour permettre de nouveaux investissements à venir? Non. Pourquoi cela se produit-il? C'est parce qu'il n'existe aucun élément concurrentiel contre ces facteurs économiques. Que cela nous plaise ou non, les prix sont généralement fixés sur la base de facteurs administratifs. Il n'existe aucun élément de compensation. Si nous n'admettons pas ce fait dans les repercussions de nos politiques économiques, celles-ci n'ont aucune chance de réussir.

Que faire dans ces conditions? La première chose est de mettre fin à cet état d'attente et de faire savoir que le gouvernement est vraiment décidé à juguler l'inflation. C'est pourquoi mon parti estime que le problème essentiel est de mobiliser tout le monde dans la lutte contre l'inflation. Nous estimons essentiel de geler à court terme tous les éléments de notre économie afin de faire savoir à nos concitoyens que nous sommes bien décidés à faire quelque chose au sujet de l'inflation.

Le premier ministre nous a dit hier qu'un tel blocage à court terme pourrait réussir à court terme, même s'il crée des problèmes pour l'avenir. Le directeur de ce programme aux États-Unis est de cet avis. Personne ne va jusqu'à dire qu'il est impossible à un blocage à court terme de ralentir le taux d'inflation du pays. Mais chacun convient que s'il n'est pas combiné à une politique des revenus, à une politique économique, à une politique de la concurrence, etc., ce sera l'échec. Et on a raison. De même il est aussi évident que si on n'adopte qu'une politique monétaire ou fiscale, ce sera l'échec. Ce qu'il faut c'est une combinaison de politique des revenus, de politique monétaire et fiscale et de politique de taux d'échange élaborées conjointement. La question est de savoir s'il vaut mieux essayer de s'attaquer au problème des bénéficiaires, à l'impôt sur les bénéficiaires excessifs ou à une sorte quelconque de politique des revenus. Il est évident qu'il vaut mieux adopter une politique des revenus. Cela n'est pas seulement dû au fait qu'il est parfois possible de dissimuler des impôts, mais surtout que l'objectif n'est pas d'assurer des recettes supplémentaires au gouvernement mais de juguler les prix.

J'ai été ébahi, hier, que le premier ministre dise ne pas savoir ce qu'est une politique des revenus. C'est pourtant très clair. Il s'agit d'établir dans l'économie une taux de profit maximum, assez élevé pour que les investissements se poursuivent. C'est simple comme bonjour. Pas besoin de taux de croissance des profits de l'ordre de 30 ou 40 p. 100 pour attirer de nouveaux investissements.

Il est bien peu sérieux de la part du gouvernement de demander à chacun de combattre l'inflation tandis que le gouvernement lui-même loin d'en rien faire, dépense davantage. On n'arrivera à rien par des contrôles volontaires. Ce qu'il faut faire, pour combattre l'inflation, c'est établir une politique des revenus en collaboration avec le secteur privé, les travailleurs et les consommateurs.

M. l'Orateur: A l'ordre, le député voudra peut-être conclure, car le temps qui lui était dévolu est écoulé.